

Actualisation des opérations en Afrique australe

A. Analyse de la situation, y compris les nouveaux développements

La région de l'Afrique australe abritait quelque 8,6 millions de personnes déplacées de force fin août 2022, dont 7 millions de déplacés internes et plus d'un million de réfugiés et de demandeurs d'asile. Le contexte opérationnel est resté marqué par les crises humanitaires complexes en cours en République démocratique du Congo et par le conflit interne dans le nord du Mozambique, tandis que les réfugiés vivent des situations prolongées en Afrique du Nord, en Angola, au Botswana, au Congo (République du), au Malawi, au Mozambique, en Namibie, en République démocratique du Congo, en Zambie et au Zimbabwe. Les mouvements sporadiques depuis la République centrafricaine vers l'Afrique australe se sont poursuivis, tandis que les mouvements mixtes depuis et à travers l'Afrique et plus loin ont représenté des défis permanents. En 2022, quatre pays de la région ont été touchés par quatre tempêtes tropicales et cyclones, qui ont provoqué la perte de vies humaines, le déplacement de plus d'un million de personnes et la destruction généralisée des abris et des infrastructures dans les zones d'installation de réfugiés et de déplacés internes. Les communautés d'accueil ont elles aussi été affectées. En outre, les sécheresses prolongées et les inondations ont continué à porter préjudice à la production agricole, aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire.

Avec 5,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur, la République démocratique du Congo a été la situation de déplacement interne la plus massive en Afrique et parmi les plus importantes au monde. L'instabilité permanente dans l'est du pays et l'évolution récente de la situation dans l'ouest ont continué à provoquer des déplacements, tant à l'intérieur que vers d'autres pays. Plus d'un million de réfugiés et de demandeurs d'asile de la République démocratique du Congo vivent dans d'autres pays du continent africain. Avec ses partenaires, le HCR a fourni une protection et distribué une assistance élémentaire, comme un abri et des articles ménagers, aux personnes démunies. L'Organisation a dirigé les groupes sectoriels de la protection, de la coordination et de la gestion des camps et des abris d'urgence pour la réponse au déplacement interne, ainsi que le plan de réponse régional interorganisations pour les réfugiés pour la situation en République démocratique du Congo.

Au Mozambique, le conflit dans la province de Cabo Delgado a déplacé près de 947 000 personnes depuis 2017. La situation s'est encore détériorée, avec des vagues d'attaques et d'embuscades violentes sur les routes. Le HCR a intensifié ses activités dans les domaines de la protection ; de l'octroi de documents ; de la prévention et de l'intervention en matière de violence sexiste ; de la coordination et de la gestion des camps ; des abris et de l'assistance humanitaire ; et des moyens d'existence. L'Organisation a travaillé étroitement avec le gouvernement et les autorités locales, y compris dans son rôle de chef de file du groupe sectoriel de la protection pour le déplacement interne. L'impact croissant du changement climatique et des catastrophes naturelles a continué de se faire sentir au Mozambique, amplifiant la vulnérabilité et rendant la vie plus difficile pour les réfugiés, les déplacés internes et les communautés d'accueil. La situation a également été marquée par des événements climatiques extrêmes, comme le cyclone tropical Gombe en mars 2022. Le HCR a renforcé les opérations dans le camp de réfugiés de Maratane et dans les sites de déplacement interne afin de répondre aux besoins d'assistance et de protection exacerbés par ces facteurs.

Les conséquences du conflit en Ukraine se sont fait sentir dans toute la région. En raison de l'augmentation des prix, notamment des céréales et du fuel, les réfugiés, les déplacés internes et les communautés d'accueil ont du mal à payer la nourriture et les services élémentaires. La situation a

été aggravée par les problèmes rencontrés par le HCR et le Programme alimentaire mondial (PAM) pour obtenir des financements pour l'assistance alimentaire dans de nombreuses opérations, avec pour conséquence la mise en place de diminutions des rations.

B. Progrès et défis dans la mise en œuvre du plan pour 2022 (par domaine d'impact)

Parvenir un environnement de protection favorable

Dans la région, le HCR a travaillé avec les États et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) afin de renforcer les systèmes d'asiles nationaux et les capacités nationales, de résorber le nombre de dossiers en attente et d'assurer l'accès au territoire et à la protection internationale, conformément au principe de non-refoulement et d'autres normes et conventions internationales. À cette fin, un plan d'action régional sur l'asile a été préparé conjointement avec la SADC et a été adopté par les États membres en juin 2022.

La région a continué à connaître des flux mixtes de personnes venant de plus de 90 pays fuyant un conflit, des persécutions et des catastrophes naturelles, et en quête de perspectives économiques. Depuis 2017, on estime à 8 900 le nombre de mouvements transfrontaliers en direction, à l'intérieur et hors de la région. La protection et le respect des droits des personnes qui entreprennent de tels mouvements ont été assurés au niveau des pays par les organismes des Nations Unies concernés, et au niveau régional par le Projet de gestion de la migration en Afrique australe, mis en œuvre depuis janvier 2020 en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Depuis mai 2022, le HCR et l'OIM ont également travaillé étroitement à l'échange de données concernant les mouvements mixtes et les problèmes liés à la protection, et en juillet, les deux organisations ont décidé de mettre en place un mécanisme de coordination conjoint sur ces questions afin de pouvoir mener des actions de plaidoyer sur la base d'éléments concrets.

En soutien au Pacte mondial sur les réfugiés, le HCR a travaillé avec un large éventail de parties prenantes aux niveaux national et des pays afin de promouvoir la mise en œuvre des engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugiés et du segment de haut niveau sur l'apatridie, qui se sont déroulés pendant la 70^e session du Comité exécutif en 2019. En raison des délais de mise en œuvre, seuls 5 % des 141 engagements avaient été entièrement concrétisés, tandis que 78 % en étaient aux premiers stades et que la mise en œuvre n'avait pas encore commencé pour 17 %.

Des mesures importantes ont été prises pour protéger les déplacés internes. Le HCR a organisé un dialogue pour faire le point de la situation sur la question en février 2022 et les recommandations clés sont déjà en cours d'application. Nous citerons notamment l'harmonisation du suivi de la protection et l'établissement du profil de la population de déplacés internes en République démocratique du Congo et au Mozambique. Des orientations et des normes ont été élaborées pour la collecte de données, afin d'améliorer la compréhension de la situation des déplacés internes dans la région. Le HCR s'est également employé à étendre les partenariats avec les bureaux nationaux des statistiques, en vue d'inclure les déplacés internes dans les recensements et d'obtenir des données socioéconomiques. À cette fin, en mai 2022, le HCR et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) ont signé un mémorandum d'accord régional sur l'échange de données et l'inclusion des corpus de données dans les recensements nationaux de la population et du logement dans la région. Cette démarche aidera à surmonter les problèmes liés à la collecte, à l'analyse et à l'échange de données exactes, en particulier dans les domaines de l'apatridie et du déplacement interne.

Le HCR a fourni une assistance juridique aux déplacés internes au Mozambique afin qu'ils obtiennent des documents civils, en particulier une carte d'identité. Entre décembre 2020 et mai 2022, plus de 23 300 personnes appartenant à des communautés déplacées ou d'accueil ont bénéficié d'une assistance juridique, 15 630 d'entre elles recevant des documents d'identité et un certificat de naissance. Le HCR s'est également employé avec ses partenaires à assurer l'inclusion des déplacés internes dans les programmes de développement et leur accès aux dispositifs de protection sociale et aux moyens d'existence.

La violence sexiste est restée un problème de protection majeur aussi bien dans les situations d'urgence que dans les situations prolongées. Dans l'est de la République démocratique du Congo,

le HCR a travaillé avec les organisations locales dirigées par des femmes et les chefs traditionnels afin de changer les pratiques préjudiciables dont sont victimes les survivant(e)s de la violence sexiste, comme l'obligation de payer une amende (en espèces ou en nature) pour pouvoir être réintégré(e)s à la famille. En République démocratique du Congo comme dans la province de Cabo Delgado au Mozambique, le HCR a soutenu le sous-groupe sectoriel sur la prévention et l'intervention en matière de violence sexuelle afin de réduire les risques et de veiller à ce que les survivant(e)s aient un accès approprié et rapide à des services de qualité. Au total, les actions de prise en charge des survivant(e)s de la violence sexiste, et de soutien psychosocial et de santé mentale ont touché environ 77 250 personnes au Mozambique.

Le HCR a continué à travailler afin de prévenir l'exploitation et les abus sexuels, travail particulièrement crucial en République démocratique du Congo et au Mozambique. Cette action a notamment consisté à instaurer un réseau national de points focaux, à organiser des formations, et à vérifier les capacités de protection des partenaires en matière d'exploitation et d'abus sexuels.

Le HCR a également intensifié ses efforts visant à protéger les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTIQ+) parmi les réfugiés et les demandeurs d'asile qui étaient exposés à des risques de protection élevés. La détermination du statut de réfugié des demandeurs d'asile LGBTIQ+ a été améliorée, notamment par un relevé et une évaluation des lois et des politiques nationales, ainsi que par le lancement d'un programme de formation sur les demandes fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, afin d'harmoniser les demandes de statut de réfugié dans la région.

Le renforcement de la protection de l'enfant est resté une priorité dans la région et des améliorations ont été notées dans les procédures de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant et dans l'inclusion des enfants dans les systèmes nationaux en Afrique du Sud, en Angola et en Zambie. Des initiatives à l'intention des jeunes ont été développées au Malawi au Zimbabwe, ainsi que dans la province de Cabo Delgado au Mozambique.

Pouvoir exercer ses droits fondamentaux dans un environnement sûr

Le HCR a investi dans la préparation aux situations d'urgence provoquées par un conflit ou une catastrophe naturelle ou liées au climat et a commencé à constituer un vivier de premiers répondants dans les pays exposés à de telles crises. Des projets visant à réduire l'impact du changement climatique ont été mis en œuvre en Angola, au Malawi, au Mozambique, en République démocratique du Congo, en Zambie et au Zimbabwe. Ils ont soutenu l'utilisation des ressources naturelles et de l'énergie solaire, la prévention de l'érosion des sols par la plantation d'arbres, le reboisement, la cuisson propre, l'utilisation de fours économes en énergie et la transition vers les énergies renouvelables. En juillet 2022, le HCR a organisé un webinaire sur la protection des personnes dans le contexte du changement climatique et des catastrophes naturelles en Afrique, en partenariat avec le Centre des droits de l'homme de l'Université de Pretoria. Ce webinaire a évalué les principaux défis liés au changement climatique dans la région et étudié des moyens d'y faire face.

L'insécurité alimentaire a eu des conséquences négatives sur le statut nutritionnel des plus vulnérables, comme les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes. Le HCR a soutenu les enquêtes nutritionnelles dans les zones d'installation de réfugiés au Congo, au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe, afin d'obtenir des données sur les besoins d'assistance nutritionnelle des réfugiés et d'aider à élaborer des programmes. L'Organisation a fourni des aliments thérapeutiques dans les zones d'installation de réfugiés en Angola, au Congo et en République démocratique du Congo en vue de combler les lacunes des chaînes d'approvisionnement du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et des gouvernements. En outre, le HCR a soutenu les programmes d'alimentation d'appoint ciblés au Mozambique et en Zambie.

Les interventions en espèces ont été intégrées aux programmes réguliers en Afrique du Sud, au Congo, au Malawi, au Mozambique, en République démocratique du Congo et en Zambie. Plus de 58 600 personnes ont reçu une assistance en espèces dans la région en 2022 pour atténuer les risques en matière de protection et répondre à d'autres besoins.

Le HCR a fourni un abri et des articles de secours essentiels aux réfugiés vulnérables, aux déplacés internes et aux communautés d'accueil afin de satisfaire leurs besoins les plus urgents. Dans la zone

d'installation de réfugiés de Maratane, au Mozambique, qui accueillait quelque 9 300 réfugiés, 80 % des ménages ont vu leur abri gravement endommagé par le cyclone tropical Gombe. Le HCR est intervenu en distribuant des abris d'urgence et des abris provisoires. Au Malawi, la construction d'abris s'est poursuivie afin de décongestionner le camp de réfugiés de Dzaleka. En Afrique du Sud, les secours d'urgence pour faire face aux inondations ont touché quelque 6 000 Sud-Africains et ressortissants étrangers, y compris des réfugiés.

Les lacunes dans l'apport de fournitures de santé essentielles sont restées un problème important dans un certain nombre de pays. Afin de les atténuer, le HCR a fourni des médicaments et des articles médicaux essentiels dans les zones qui accueillait des réfugiés en Angola, au Congo, au Malawi, en République démocratique du Congo, en Zambie et au Zimbabwe.

Le faible taux de vaccination contre la maladie à coronavirus (COVID-19) parmi les réfugiés et les demandeurs d'asile est resté une source de préoccupation. Pour y remédier, le HCR a aidé à la livraison de vaccins aux Ministères de la santé en Angola, au Congo, au Malawi, en République démocratique du Congo et en Zambie.

Face au besoin permanent de prévention et d'intervention en matière de VIH/sida et notant la prévalence élevée de ces maladies dans la région, le HCR a continué à travailler comme coparrain du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), soutenant les programmes de prévention, de dépistage et de traitement du VIH en Afrique du Sud, en Angola, au Congo, au Malawi, en République démocratique du Congo, en Zambie et au Zimbabwe.

Rendre les communautés autonomes et parvenir à l'égalité entre les sexes

Pour tenter de renforcer l'obligation redditionnelle envers les populations touchées, le HCR a dirigé les groupes de travail interorganisations au Mozambique et développé des méthodes de communication numérique pour toucher les communautés dans plusieurs pays de la région. En Angola, un projet de textos a été lancé, permettant aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux personnes exposées à l'apatridie de recevoir des informations et d'envoyer directement leurs commentaires en retour au HCR.

Avec ses partenaires, le HCR a aidé plus de 76 600 enfants d'âge scolaire à avoir accès à l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire. Au Zimbabwe, les écoles ont reçu des tablettes préchargées comportant des matériels sur le programme de l'enseignement primaire, permettant la diversification des matériels de référence, afin de renforcer la qualité de l'éducation. Au Malawi, le HCR et ses partenaires ont réinscrit 1 800 enfants réfugiés déscolarisés afin d'assurer leur accès à l'éducation. Au Mozambique et en République démocratique du Congo, le programme *Instant Network Schools* a touché plus de 16 000 élèves grâce à une plateforme intégrée qui a transformé les classes existantes en pôles d'apprentissage multimédia.

Le HCR et le PAM ont travaillé en synergie afin d'intensifier les programmes sur les moyens d'existence en Angola et au Zimbabwe, en plus du travail accompli en République démocratique du Congo, au Mozambique et en Zambie, où les réfugiés ont bénéficié du Pôle conjoint du HCR et du PAM pour l'excellence et le ciblage des programmes. Sept des huit engagements relatifs aux moyens d'existence pris lors du Forum mondial sur les réfugiés étaient en cours de concrétisation, notamment l'inclusion des réfugiés dans la stratégie nationale au Malawi et dans les programmes sur l'agriculture en Zambie. Une formation et des possibilités d'apprentissage sur les moyens d'existence et l'inclusion économique ont été proposés par le HCR au personnel des Nations Unies et des partenaires, tandis que de nouvelles stratégies sur les moyens d'existence ont été mises au point au Mozambique et au Zimbabwe.

Plusieurs partenariats innovants axés sur les moyens d'existence, l'inclusion économique et les dispositifs de protection sociale ont été renforcés, notamment avec les acteurs du développement comme le Groupe de la Banque mondiale au Congo et en République démocratique du Congo, l'Agence allemande pour la coopération internationale et la Banque africaine de développement au Mozambique, et le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Angola et en République démocratique du Congo. Le HCR a également intensifié les liens avec le Groupe de la Banque mondiale avec le Centre commun de données sur les déplacements forcés pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité de données socioéconomiques de grande qualité et d'informations

avérées sur les populations touchées, afin de faciliter l'apport d'une assistance et de solutions aux personnes déplacées.

Trouver des solutions

Le plan d'action régional visant à mettre fin à l'apatridie a été adopté par les États membres de la SADC. Il a pour objectifs la prévention de, la protection contre, et la résolution de l'apatridie, avec notamment la collecte d'informations qualitatives et quantitatives fiables ; l'adhésion à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie ; l'enregistrement universel, gratuit et accessible des naissances ; la réforme législative ; et l'établissement de procédures de détermination de l'apatridie. Des données qualitatives sur l'apatridie ont été recueillies dans neuf opérations : Angola, Congo, Eswatini, Madagascar, Malawi, Namibie, République démocratique du Congo, Zambie et Zimbabwe.

Le HCR a facilité les retours dans la sécurité et la dignité pour les personnes qui souhaitent regagner leur pays d'origine, bien que les possibilités de solutions durables par le rapatriement soient restées limitées. En 2022, quelque 12 500 réfugiés sont rentrés dans leur pays d'origine, principalement au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Rwanda.

Le besoin de réinstallation est largement supérieur au nombre de places disponibles. Alors que le HCR a identifié plus de 60 000 réfugiés ayant besoin d'être réinstallés depuis la région, seules 6 500 places étaient disponibles. Fin août, les dossiers de 3 600 réfugiés avaient été soumis en vue de la réinstallation, tandis qu'environ 1 200 réfugiés étaient partis pour être réinstallés. Le HCR a travaillé étroitement avec les opérations de pays afin d'identifier les candidats pouvant prétendre à l'obtention d'une bourse en Italie dans le cadre du Programme de couloirs universitaires pour les réfugiés.

C. Information financière

Le budget global pour les besoins en Afrique australe pour 2022, approuvé par le Comité exécutif à sa session annuelle plénière d'octobre 2021, s'élève à 436,5 millions de dollars E.-U. Au 13 septembre 2022, 29 % des besoins financiers de la région pour 2022 étaient financés, en tenant compte de l'allocation provisoire des contributions non affectées et légèrement affectées.